

BUDGET MÉTROPOLITAIN :

LA FSU TIRE LA SONNETTE D'ALARME !

Selon les informations via la préfecture dont nous disposons, le calendrier des prochaines semaines est désormais connu :

- **5 juin** : rencontre entre la Chambre régionale des comptes et le Président de la Métropole ;
- **8 juin** : délibéré de la Chambre régionale des comptes ;
- **11 juin** : transmission des préconisations au Préfet ;
- **Dans les 20 jours suivants** : le Préfet devra arrêter un budget en équilibre.

Dans ce contexte, la FSU s'inquiète des conséquences que pourraient avoir certaines mesures d'économies sur les agents et sur le service public.

Notre première préoccupation concerne les agents contractuels, qui risquent d'être les premiers touchés. Nous alertons également sur les conséquences du non-remplacement d'une partie des départs et des postes vacants. Par ricochet le travail des titulaires se verrait largement détérioré tout comme le service public aux usagers !

Les services opérationnels seraient les premiers impactés : collecte des déchets, nettoyage, entretien et réparation des bennes. Les services administratifs seraient eux aussi confrontés à une augmentation de la charge de travail et à une dégradation des conditions d'exercice de leurs missions.

À l'approche de l'été, période particulièrement sensible pour la collecte et le nettoyage, toute réduction des moyens humains ferait peser un risque important sur la qualité du service public.

Marseille serait de loin la commune la plus touchée. La Métropole y assure à la fois la collecte des déchets et le nettoyage. Une diminution des effectifs aurait des conséquences directes pour les habitants comme pour les agents.

La FSU considère qu'une telle situation serait catastrophique pour Marseille, pour ses habitants comme pour les agents métropolitains. L'équilibre budgétaire est une obligation. Faire porter cet équilibre sur les contractuels, l'emploi public et les services rendus à la population serait un choix politique. La FSU ne laissera pas les agents devenir la variable d'ajustement du budget métropolitain.